

Pratique dentaire illégale : un aperçu mondial

La pratique dentaire illégale met sérieusement en péril **la sécurité des patients, la santé publique et la crédibilité de la profession dentaire.**

Elle existe aussi bien **dans les pays à revenu faible que dans les pays à revenu élevé** et s'explique souvent par un accès limité à des soins dentaires abordables, une pénurie de professionnels qualifiés, une commercialisation des services dentaires et esthétiques et une mauvaise sensibilisation du public.

Qu'est-ce que la pratique dentaire illégale ?

La **pratique dentaire illégale** désigne la prestation de soins dentaires par des personnes ou des organisations qui **ne respectent pas les exigences légales nationales.**

Cela comprend :

- Exercer sans diplôme valide en médecine dentaire ni inscription
- Manquer de compétences dentaires reconnues
- Travailler en dehors du champ d'application légalement autorisé
- Utiliser frauduleusement des titres dentaires professionnels
- Diriger des cliniques ou des chaînes dentaires non agréées

Pourquoi s'agit-il d'un problème de santé publique ?

La pratique dentaire illégale peut entraîner :

- Infections et complications
- Lésions buccales ou faciales permanentes
- Utilisation de matériaux non stériles ou non biocompatibles
- Exploitation financière des patients
- Manque de responsabilisation et de protection des patients



Pratique dentaire illégale à travers le monde : résultats de l'enquête de la FDI

La Fédération dentaire internationale (FDI) a mené une enquête mondiale en 2024 pour évaluer **l'étendue** de la pratique dentaire illégale dans le monde, examiner les **cadres juridiques et réglementaires** actuels, évaluer **l'efficacité** des mécanismes d'application de la loi ainsi qu'identifier les principaux **enjeux et besoins** auxquels sont confrontées les associations dentaires nationales. Les principales conclusions sont présentées ci-dessous.



PARTICIPANTS :
49 ASSOCIATIONS
DENTAIRES NATIONALES



PÉRIODE :
JANVIER-AVRIL 2024

Principales conclusions

Les lois existent, mais l'efficacité est mitigée.

95 % des pays déclarent avoir des lois contre la pratique dentaire illégale. Les définitions sont habituellement fondées sur **la licence, l'inscription et les compétences.**

Les perceptions d'efficacité varient considérablement :

49 % des associations dentaires nationales estiment que les réglementations sont efficaces

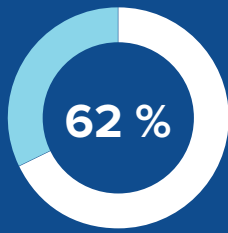
47 % des associations dentaires nationales les jugent inefficaces

Cette **divergence dans la perception de l'efficacité** reflète les différences de capacité d'application entre les pays, y compris le financement et la dotation en personnel des organismes régulateurs, l'efficacité judiciaire et les niveaux de soutien politique.

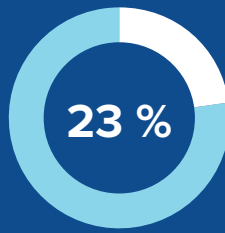
Les lois seules ne suffisent pas sans une mise en oeuvre efficace.

Enjeu supplémentaire : des lois strictes peuvent involontairement criminaliser les soins informels ou communautaires dans les zones défavorisées où l'accès à des dentistes agréés est limité.

Les lacunes en matière de données sont importantes



des associations dentaires nationales ne rapportent aucune donnée fiable sur la prévalence



sont incertaines

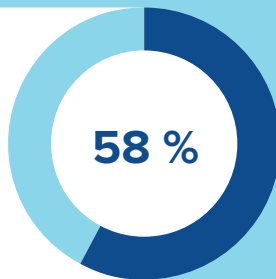


Seuls quelques pays ont des estimations partielles

Conclusion : la pratique dentaire illégale est probablement sous-déclarée et mal documentée, ce qui complique les réponses stratégiques ciblées.

Le préjudice pour le patient est réel

Préjudice aux patients rapporté par 58 % des associations dentaires nationales, confirmant de grands risques pour la santé.



Formes courantes de pratiques dentaires illégales

Les activités fréquemment signalées comprennent :

- Blanchiment des dents, facettes et orthodontie par des individus non qualifiés
- Extractions, prothèses et implants en milieu non clinique
- Procédures offertes dans les salons de beauté, les hôtels ou à domicile
- Vente en ligne d'appareils dentaires et orthodontie à distance
- Publicité trompeuse sur les réseaux sociaux

Le rôle des associations dentaires nationales

Les associations dentaires nationales jouent un rôle de soutien crucial en :

- Signalant les pratiques illégales aux autorités
- Collaborant avec les organismes régulateurs et la police (68 %)
- Fournissant des conseils et un soutien aux victimes
- Menant des campagnes de sensibilisation du public

Limites : la plupart des associations n'ont pas d'autorité d'application directe et dépendent de l'action gouvernementale.

Stratégies d'éducation et de sensibilisation

L'éducation est l'un des outils de prévention les plus efficaces contre la pratique dentaire illégale. Les approches courantes rapportées par les associations dentaires nationales sont les suivantes :

- Campagnes de réseaux sociaux, TV, radio et presse
- Conseils à l'intention du public sur la vérification des autorisations d'exercer
- Sensibilisation communautaire et programmes scolaires
- Collaboration avec les écoles dentaires et les ministères de la Santé

Actions nécessaires : principales recommandations

Pour lutter efficacement contre la pratique dentaire illégale :

- Renforcer et mettre à jour les lois de santé bucco-dentaire
- Appliquer des sanctions exemplaires
- Améliorer la collecte et le suivi des données
- Activer les rapports anonymes (alerter)
- Améliorer l'accès et l'abordabilité des soins dentaires légaux
- Favoriser la collaboration entre les associations dentaires nationales, les gouvernements et les organismes d'application de la loi

Conclusion : un problème systémique nécessitant une action coordonnée

La pratique dentaire illégale n'est pas qu'un problème juridique ; elle reflète des lacunes systémiques en matière d'accès, de réglementation, d'application et de sensibilisation du public. La protection des patients exige une action coordonnée à travers la politique, l'application de la loi, l'éducation et la refonte du système de santé.



Accédez au rapport complet sur la **pratique dentaire illégale**